



CHAPITRE 67

Loi modifiant la Loi de police

[Sanctionnée le 21 décembre 1979]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 1, mod.

1. L'article 1 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

«municipalité»;

«*f*) «municipalité»: toute corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit, ainsi qu'une communauté urbaine ou régionale;»;

2° par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

«directeur»;

«*h*) «directeur»: le directeur d'un corps de police municipal;».

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 2.1-
2.3, aj.

2. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2, des suivants:

Responsabilité
civile.

«**2.1** Aux fins de déterminer la responsabilité civile à l'égard des tiers, un membre de la Sûreté, un policier municipal ou un constable spécial ne cesse pas d'agir à titre de préposé lorsqu'il agit en qualité d'agent de la paix.

Présomption.

Le procureur général est, pour les fins du présent article, réputé l'employeur d'un policier municipal qui agit en qualité d'agent de la paix dans un territoire qui n'est pas soumis à la juridiction du corps de police de la municipalité qui l'emploie.

Renseignements
à la
Commission.

«**2.2** Toute personne qui agit, au Québec, en qualité d'agent de la paix et qui appartient à une catégorie d'agents de la paix

désignée par règlement du gouvernement doit fournir à la Commission les renseignements liés à son statut d'agent de la paix qui sont prévus par règlement, en la manière qui y est prescrite.

Rapports
sur la
sécurité
publique.

«**2.3** Le directeur d'un corps de police municipal ou de toute autre catégorie d'agents de la paix désignée par règlement du gouvernement soumet au procureur général, à la demande de ce dernier, à la demande de son employeur ou de sa propre initiative, des rapports circonstanciés sur les situations perturbatrices de l'ordre, de la paix et de la sécurité publique qui surviennent dans le territoire soumis à leur juridiction ou relativement à la situation de la criminalité dans ce territoire.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 6, mod.

3. L'article 6 de ladite loi est modifié par la suppression du troisième alinéa.

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 7, ab.

4. L'article 7 de ladite loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 9, mod.

5. L'article 9 de ladite loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Compo-
sition.

«**9.** La Commission est formée de onze membres, dont un président choisi parmi les juges des sessions ou de la Cour provinciale et deux vice-présidents, nommés par le gouvernement qui fixe leur traitement, lequel ne peut être réduit par la suite. Après consultation du Conseil consultatif de la justice, au moins un membre est choisi parmi les personnes qui n'exercent pas des fonctions d'agent de la paix ou qui ne sont membres ni de la Magistrature ni du Barreau.»;

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Incapacité
du
président.

«Au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président qui est désigné par le gouvernement; lorsqu'un autre membre est ainsi incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité, par le gouvernement qui fixe ses honoraires.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 11,
mod.
Quorum.

6. L'article 11 de ladite loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Sauf lorsqu'elle siège aux fins d'une enquête, le quorum de la Commission est d'au moins quatre membres dont le président.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 17,
remp.

7. L'intitulé de la sous-section 2 de la section II et l'article 17 de ladite loi sont remplacés par ce qui suit:

« § 2.—Fonctions

Objet. « **17.** La Commission est chargée d'exercer la juridiction qui lui est conférée par la présente loi et de favoriser l'efficacité des services de police au Québec.

Fonctions. À ces fins, la Commission doit notamment:

a) assurer un service général d'inspection chargé de conseiller, en matière policière, les municipalités, la Sûreté et les corps policiers municipaux et d'en faire l'inspection;

b) tenir un registre des personnes qui agissent, au Québec, en qualité d'agent de la paix.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 18,
mod.

8. L'article 18 de ladite loi est modifié:

1° par la suppression du paragraphe *b*;

2° par le remplacement des paragraphes *c* et *d* par les suivants:

«*c)* déterminer les caractéristiques des uniformes, pièces d'identité et insignes qui peuvent être portés par les cadets et les membres de la Sûreté, les cadets et les policiers municipaux et les constables spéciaux ainsi que leur équipement, l'utilisation de celui-ci et l'équipement dont peuvent être dotés les véhicules qu'ils utilisent;

«*d)* déterminer les statistiques et les documents que doivent tenir la Sûreté et les corps de police municipaux de même que leurs membres et les constables spéciaux ainsi que les formules qu'ils doivent utiliser;»;

3° par le remplacement des paragraphes *f* et *g* par les suivants:

«*f)* établir des règles de déontologie pour les constables spéciaux;

«*g)* établir la procédure pour la conduite des affaires qui sont de sa compétence;»;

4° par l'addition, à la fin, de ce qui suit:

«*k)* établir les règles de sa régie interne.

Applica-
tion d'un
règle-
ment.

La Commission peut également, par règlement et après consultation des organismes municipaux représentatifs, étendre l'application d'un règlement visé dans l'article 57.1 à l'ensemble ou à une partie des policiers municipaux du Québec. Ce règlement peut prévoir que les éléments visés dans les paragraphes *b* et *c* de l'article 57.1 peuvent varier selon l'importance des corps de police municipaux et le nombre de policiers qu'ils comptent. Ce règlement peut également déterminer les occupations, activités

ou emplois interdits aux policiers en raison de leur statut d'agent de la paix.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 19,
ramp.
Appro-
bation.

9. L'article 19 de ladite loi est remplacé par les suivants:

«**19.** Un règlement adopté par la Commission doit être soumis à l'approbation du gouvernement qui peut alors le modifier.

Publi-
cation.

Dans les cas visés dans les paragraphes *a*, *c*, *g* et *j* du premier alinéa et dans le deuxième alinéa de l'article 18, la Commission publie le règlement qu'elle adopte à la *Gazette officielle du Québec* au moins trente jours avant que le gouvernement l'approuve.

Entrée en
vigueur.

Le règlement entre en vigueur le jour où le gouvernement publie à la *Gazette officielle du Québec* un avis de son approbation ou à une date ultérieure que l'avis indique. Si le gouvernement a modifié le projet, le texte de ces modifications ou le texte définitif du règlement accompagne l'avis.

Préséance.

«**19.1** Un règlement adopté en vertu de l'article 18 prévaut sur un règlement municipal au même effet.

Règle-
ments
modifiés.

Les règlements adoptés en vertu des paragraphes *a*, *c*, *d*, *h* et *i* du premier alinéa de l'article 18 peuvent varier selon les régions ou localités et les catégories de personnes auxquelles ils sont applicables.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 21,
mod.

Enquête
sur un
agent de
la paix.

10. L'article 21 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«De plus, la Commission doit, si elle en est requise par le procureur général, faire enquête sur la conduite de toute autre personne qui agit, au Québec, en qualité d'agent de la paix, si elle appartient à une catégorie d'agents de la paix désignée par règlement du gouvernement. La Commission peut dans ce cas également agir de sa propre initiative ou sur demande motivée d'un citoyen.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 22,
ramp.

Pouvoirs
d'enquête.

11. L'article 22 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**22.** Aux fins d'une enquête qu'elle tient en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, la Commission ainsi que chacun de ses membres et toute personne autorisée par elle à faire enquête sont investis des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., c. C-37).»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 23,
mod.

12. L'article 23 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Exécution
du
mandat.

«Un mandat doit être exécuté entre 7 heures et 22 heures, à moins que la Commission ou le juge n'en autorise l'exécution autrement.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 25, ab.

13. L'article 25 de ladite loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. P-13,
aa. 26, 27,
remp.

14. Les articles 26 et 27 de ladite loi sont remplacés par le suivant:

Remise
d'objets
saisis.

«**26.** Un objet saisi en vertu de l'article 23 est remis sans délai à la Commission ou à la personne qu'elle désigne à cette fin.

Demande
pour
remise
d'objets
saisis.

Toutefois, à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours après la saisie, toute personne peut, si elle démontre son intérêt, demander la remise de l'objet; la Commission peut alors en ordonner la remise à cette personne ou à une autre personne qu'elle désigne ou, à défaut, déterminer la façon d'en disposer.

Ordon-
nance
de remise.

Malgré le deuxième alinéa, la Commission, d'office ou à la demande de la personne qui a procédé à la saisie, peut en tout temps ordonner la remise de l'objet à une personne qu'elle désigne ou, à défaut, déterminer la façon d'en disposer.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 28,
mod.
Témoin.

15. L'article 28 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«Un témoin est réputé objecter qu'il refuse de répondre à chacune des questions qui lui est posée pour le motif que sa réponse pourrait tendre à l'exposer à une poursuite judiciaire ou à l'incriminer ou à établir sa responsabilité dans une poursuite judiciaire formée contre lui. Aucune réponse ne peut alors servir contre lui dans une poursuite judiciaire intentée en vertu d'une loi du Québec, sauf en cas de parjure ou de faux témoignage.

Droit
d'objec-
tion.

En outre, un témoin doit être informé par la Commission de son droit de s'objecter à chacune des questions qui lui est posée suivant l'article 5 de la Loi sur la preuve au Canada (Statuts révisés, 1970, c. E-10).

Assis-
tance
d'un
avocat.

Un témoin ainsi qu'une personne qui fait une demande prévue par l'article 29 ou qui est entendu en audition privée ont droit d'être assistés d'un avocat.»

L.R.Q.,
c. P-13,
aa. 29-31,
remp.

16. Les articles 29 à 31 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

Pouvoirs
de la
Commis-
sion.

«**29.** Au cours d'une enquête, la Commission peut, sur demande et aux conditions qu'elle fixe:

a) autoriser une personne dont le nom ou les activités ont été mentionnés au cours d'une audience publique à témoigner à

l'enquête ou à y produire des témoins pour expliquer sa conduite ou rapporter un fait de nature à éclairer la Commission;

b) autoriser un témoin qui s'estime lésé à la suite de son témoignage à témoigner de nouveau et à produire des témoins; ou

c) autoriser l'interrogatoire d'un témoin par son avocat ou le contre-interrogatoire d'un témoin par l'avocat d'une personne dont le nom ou les activités ont été mentionnés par ce témoin ou l'avocat de ce dernier, si elle estime que cet interrogatoire ou que ce contre-interrogatoire permet de mieux servir les fins poursuivies par l'enquête.

Demande
d'autorisation.

Une demande est faite par écrit et elle indique les raisons pour lesquelles l'autorisation doit être accordée, ainsi que, le cas échéant, les noms et les prétentions des témoins que la personne entend produire.

Demande
publique.

Cette demande est entendue publiquement, à moins que le requérant ne demande ou que la Commission n'ordonne qu'elle soit présentée à huis clos. Si la demande est accueillie, la Commission peut exiger que la preuve soit recueillie à huis clos afin d'en vérifier la pertinence. La Commission peut, par la suite, si elle l'estime nécessaire, autoriser la présentation de la preuve en audience publique.

Enquêtes
publiques.

«**30.** Les enquêtes de la Commission sont publiques à moins que la Commission, dans l'intérêt public, n'ordonne le huis clos.

Enquêtes
à huis clos.

La Commission peut notamment tenir une partie de ses enquêtes à huis-clos si elle estime:

a) qu'un témoignage peut comporter des éléments touchant l'ordre public;

b) qu'un témoignage peut comporter des éléments personnels, financiers ou autres d'une nature telle qu'il est important, dans l'intérêt du témoin, d'une autre personne ou du public en général, de ne pas les rendre publics;

c) que le témoin risque d'être l'objet de menaces ou de représailles par suite de son témoignage ou que le témoignage peut compromettre la sécurité d'une autre personne; ou

d) qu'il est nécessaire de vérifier la pertinence d'un témoignage en regard des fins poursuivies par l'enquête.

Audition
privée.

«**31.** Dans le cas d'une enquête visée dans l'article 20, la Commission peut procéder à l'audition privée d'une personne qui y consent ou qui en fait la demande et exclure toute autre personne du lieu de l'audition.

Témoi-
gnage
confi-
dentiel.

Le témoignage ainsi recueilli est confidentiel; la Commission peut néanmoins, dans un rapport, utiliser les renseignements

ainsi obtenus, mais uniquement de manière à ce qu'ils ne puissent d'aucune façon être reliés au témoin ou à une autre personne.

Témoignage
répété.

Le présent article n'empêche pas le témoin d'accepter de répéter, en tout ou en partie, son témoignage lors d'une audience à huis clos ou d'une audience publique.»

L.R.Q.,
c. P-13,
aa. 32.1-
32.3, aj.

17. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 32, des suivants:

Assigna-
tion
pour
rendre
témoi-
gnage.

«**32.1** Si au cours d'une enquête visée dans l'article 20, il est impossible, pour des raisons jugées suffisantes par la Commission, de signifier à une personne une assignation pour qu'elle rende témoignage ou si une personne à qui une telle assignation a été signifiée est absente du Québec pendant la période de l'enquête, la Commission peut accepter la production d'une déclaration antérieure reçue sous serment par la Commission.

Rensei-
gnements.

La Commission peut, dans un rapport, utiliser les renseignements ainsi obtenus, mais uniquement de manière à ce qu'ils ne puissent d'aucune façon être reliés à une personne.

Divul-
gation
d'un
témoi-
gnage.

«**32.2** Lors d'une audience publique, les commissaires peuvent, s'ils sont d'avis que la divulgation d'un témoignage serait de nature à nuire aux intérêts de la justice, à empêcher un témoin ou une personne dont le nom ou les activités ont été mentionnés à l'enquête de préserver sa réputation ou son intégrité, ou pour toute autre cause jugée suffisante, ordonner, suivant les modalités et pour la période qu'ils fixent, que le témoignage ne soit pas relaté, publié ou diffusé.

Outrage
au
tribunal.

Toute personne qui, par son acte ou son omission, enfreint l'ordonnance, se rend coupable d'outrage au tribunal et est passible des peines prévues par l'article 51 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

«**32.3** Quiconque, directement ou indirectement, divulgue, en tout ou en partie, un témoignage recueilli lors d'une audition privée ou, sans l'autorisation de la Commission, un témoignage recueilli à huis clos, se rend coupable d'outrage au tribunal et est passible des peines prévues par l'article 51 du Code de procédure civile.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 34,
remp.
Demande
frivole.

18. L'article 34 de ladite loi est remplacé par les suivants:

«**34.** La Commission peut refuser de faire ou de poursuivre une enquête lorsqu'elle estime qu'une demande d'enquête est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi, ou qu'une enquête n'est pas nécessaire eu égard aux circonstances. À cette fin, la

Commission peut procéder à toute forme d'enquête qu'elle juge appropriée et, le cas échéant, elle n'est pas soumise aux formalités prévues par le premier alinéa de l'article 33.

Refus
d'enquêter.

La Commission peut également refuser de faire ou de poursuivre une enquête en vertu de l'article 21, si le membre de la Sûreté ou le policier municipal sur lequel elle enquête est, pour les mêmes faits, l'objet d'une enquête devant un comité de discipline constitué conformément à un règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 17, de l'article 47a ou de l'article 235 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84). Toutefois, si la Commission poursuit son enquête, un tel comité doit surseoir à toute procédure.

Avis du
refus.

La Commission, lorsqu'elle refuse de faire ou de poursuivre une enquête, doit en aviser par écrit la personne intéressée et lui en donner les motifs.

Pres-
cription
suspendue.

«**34.1** Malgré toute loi à ce contraire, une demande d'enquête présentée conformément à l'article 21 ou une enquête instituée conformément à cet article suspend la prescription d'un droit ou d'un recours qui naît d'une convention collective ou d'une sentence arbitrale jusqu'à ce que la Commission rende une décision suivant l'article 34.2.

Exception.

Toutefois, s'il s'agit d'une demande présentée par un citoyen, cette suspension n'opère que dans les cas où la Commission décide de procéder à une enquête.

Recom-
mandation
de
sanction.

«**34.2** La Commission peut, dans un rapport sur une enquête effectuée en vertu de l'article 21, recommander, en tenant compte de la nature et de la gravité de la conduite d'une personne, qu'une sanction lui soit imposée consistant en un avertissement, une réprimande, une suspension avec ou sans traitement pour une période déterminée, une rétrogradation ou une destitution.

Blâme.

«**34.3** La Commission ne peut, dans ses rapports, blâmer la conduite d'une personne ou recommander que des sanctions soient prises contre elle, à moins de l'avoir informée des faits qu'on lui reproche et de lui avoir permis d'être entendue à ce sujet.

Refus de
comparaître.

Cette obligation cesse si cette personne a été invitée à se présenter devant la Commission dans un délai raisonnable et si elle a refusé ou négligé de le faire. Cette invitation est signifiée de la même façon qu'une assignation en vertu du Code de procédure civile.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 39,
mod.

19. L'article 39 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Ordre
assuré
par la
Sûreté.

«De plus, malgré l'article 67, si un corps de police municipal ne peut agir adéquatement faute d'effectifs, d'équipement ou d'expertise ou pour une autre raison grave, le procureur général peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une municipalité, charger exceptionnellement la Sûreté d'y assurer l'ordre temporairement ou d'y faire ou poursuivre une enquête.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 39.1, aj.

20. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 39, du suivant:

Service
central
de rensei-
gnements.

«**39.1** La Sûreté maintient un service central de renseignements ayant pour but de faciliter la détection du crime et le dépistage de leurs auteurs et met ce service à la disposition des autres corps de police.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 43,
mod.

21. L'article 43 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3° du premier alinéa par le suivant:

«3° des officiers désignés respectivement sous les titres d'inspecteurs-chefs, inspecteurs, capitaines et lieutenants, au nombre déterminé pour chaque catégorie par le gouvernement;».

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 49,
mod.

22. L'article 49 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Activités
d'ordre
social.

«Ils peuvent cependant se livrer aux activités d'ordre social, culturel, éducatif, philanthropique ou humanitaire qui sont autorisées par le directeur général ou une personne qu'il désigne.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 50,
mod.

23. L'article 50 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Remise
d'effets.

«Il doit, à l'expiration de ce délai, remettre au directeur général les uniformes, insignes, armes, pièces d'identité et tous les autres effets qu'il a en sa possession et qui appartiennent à la Sûreté.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 55,
remp.

24. L'article 55 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Sanction.

«**55.** Le directeur général ou un directeur général adjoint autorisé suivant l'article 54 peut, pour cause, suspendre tout cadet ou membre de la Sûreté. Il doit donner avis sans délai au procureur général de toute suspension qu'il décrète.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 57,
mod.

25. L'article 57 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Réglemen-
tation.

«**57.** Le gouvernement peut par règlement:

a) pourvoir à la classification et adopter l'échelle de traitement des membres de la Sûreté mentionnés aux paragraphes 2°, 3°, 4° et 5° du premier alinéa de l'article 43 ainsi que des cadets;

b) déterminer les modalités de la tenue du registre visé dans l'article 17, les catégories d'agents de la paix dont les membres sont soumis à l'obligation prévue par l'article 2.2 et le contenu des renseignements qu'ils doivent fournir à la Commission;

c) pourvoir au paiement des frais médicaux pour les cadets et les membres de la Sûreté;

d) organiser la direction et la régie interne de la Sûreté et assurer sa bonne administration et son efficacité;

e) établir les conditions d'entraînement des cadets et des membres de la Sûreté;

f) déterminer les renseignements que doivent contenir les rapports prévus par l'article 2.3 ainsi que les catégories d'agents de la paix dont le directeur est tenu de soumettre de tels rapports;

g) déterminer les catégories d'agents de la paix qui peuvent faire l'objet d'une enquête en vertu de l'article 21.»

26. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 57, des suivants:

L.R.Q.,
c. P-13,
aa. 57.1-
57.3, aj.

Déontologie et
discipline.

«**57.1** Le gouvernement peut également, sur la recommandation du directeur général après que celui-ci ait consulté la Commission, adopter un règlement sur la déontologie et la discipline des membres de la Sûreté et visant à:

a) déterminer les devoirs des cadets et des membres de la Sûreté, de même que les actes et omissions qui constituent des fautes disciplinaires;

b) constituer un comité d'examen de plaintes, en déterminer les pouvoirs et la composition, et préciser le mode de nomination de ses membres;

c) constituer un comité de discipline, en déterminer les pouvoirs et la composition, et préciser le mode de nomination de ses membres;

d) déterminer les règles de procédure et de preuve applicables en cas de poursuite disciplinaire contre un cadet ou un membre de la Sûreté;

e) déterminer les pouvoirs du directeur général et des officiers de la Sûreté en matière disciplinaire;

f) déterminer les sanctions disciplinaires, y compris la rétrogradation et la destitution, qui peuvent être imposées à un cadet ou à un membre de la Sûreté;

g) déterminer les conditions auxquelles une sanction disciplinaire imposée à un cadet ou à un membre de la Sûreté peut être levée;

h) réglementer toute autre matière relative au développement de la conscience professionnelle et à l'exercice de la fonction disciplinaire à la Sûreté.

Recommandation du directeur général.

«**57.2** Le gouvernement peut, s'il le juge opportun, fixer un délai au directeur général pour lui soumettre une recommandation sur l'un des sujets visés dans les paragraphes *b*, *c* et *d* du premier alinéa de l'article 57 ou dans l'article 57.1; il peut procéder à l'adoption d'un règlement si le directeur général omet de soumettre sa recommandation dans le délai ainsi fixé.

Recommandation modifiée.

Le gouvernement peut accepter, modifier ou rejeter une recommandation qui lui est soumise par le directeur général.

Entrée en vigueur d'un règlement.

«**57.3** Un règlement visé dans l'article 57 entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qui y est fixée.

Projet de règlement.

Toutefois, lorsqu'un règlement porte sur un des sujets visés dans l'article 57.1, le gouvernement publie un projet de règlement à la *Gazette officielle du Québec* au moins trente jours avant de l'adopter. Le règlement entre en vigueur le jour où le gouvernement publie à la *Gazette officielle du Québec* un avis de son adoption ou à une date ultérieure que l'avis indique. Si le gouvernement a modifié le projet, le texte de ces modifications ou le texte définitif du règlement accompagne l'avis.»

L.R.Q., c. P-13, a. 64, remp.

Corps de police municipal obligatoire.

27. L'article 64 de ladite loi est remplacé par les suivants:

«**64.** Une municipalité peut établir par règlement et maintenir dans son territoire un corps de police; toutefois toute municipalité qui compte cinq mille habitants ou plus est tenue d'établir et de maintenir un tel corps de police. Pour l'application du présent alinéa, le dénombrement de la population d'une municipalité est établi conformément à l'article 7 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) ou à l'article 16a du Code municipal.

Municipalité dispensée.

Le gouvernement peut, pour la période et aux conditions qu'il détermine, dispenser une municipalité de se conformer à son obligation d'établir et maintenir un corps de police ou l'autoriser à réduire les effectifs de son corps de police. Dans ce cas, il peut aussi, s'il le juge opportun, déterminer les effectifs du corps de police.

Avis de la Commission.

Avant de rendre une décision, le gouvernement prend l'avis de la Commission laquelle tient compte, dans cet avis, notamment du taux de la criminalité dans la municipalité, des implications de cette décision sur les membres des corps de police concernés et des possibilités d'ententes suivant les articles 73 ou 73.1. Il prend également l'avis des organismes municipaux représentatifs et des associations chargées de défendre les intérêts des policiers.

Comité de
reclasse-
ment.

«**64.1** Une décision du gouvernement dispensant une municipalité de son obligation de maintenir un corps de police ou l'autorisant à en réduire les effectifs n'a effet qu'après qu'un comité de reclassement, constitué par le ministre de la justice, n'ait examiné la situation et formulé ses recommandations. Ce comité étudie la possibilité pour les policiers concernés de trouver un emploi dans un autre corps de police et examine avec la municipalité la possibilité de leur procurer un autre emploi.

Compo-
sition.

Ce comité est formé de sept membres nommés par le ministre dont un le représente, un représente la Commission et un représente le ministre des affaires municipales; les autres membres sont choisis, en nombre égal, parmi les représentants des organismes municipaux représentatifs et des associations chargées de défendre les intérêts des policiers.

Enquête
sur
services
policiers.

«**64.2** Le procureur général, un groupe de citoyens de la municipalité concernée ou une association de policiers reconnue peuvent, par requête, demander à la Commission de faire enquête afin de vérifier si une municipalité maintient des services policiers adéquats. Aux fins de cette enquête, la Commission peut alors tenir des audiences publiques et entendre les parties intéressées; elle fait rapport au procureur général.

Services
policiers
ina-
déquats.

La Commission peut, lorsqu'elle estime qu'une municipalité ne maintient pas des services policiers adéquats, lui accorder un délai pour corriger la situation.

Ordre
assuré
par la
Sûreté.

«**64.3** Si une municipalité est en défaut de se conformer à l'obligation de l'article 64 ou si, selon la Commission, elle ne maintient pas des services policiers adéquats, le procureur général peut charger la Sûreté de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans le territoire soumis à la juridiction de la municipalité et d'y appliquer les règlements municipaux.

Frais.

La Sûreté agit alors aux frais de la municipalité. Ces frais sont calculés par le directeur général selon le tarif établi annuellement par le gouvernement et une demande de paiement est présentée à la municipalité.

Demande
de frais
homolo-
guée.

Cette demande est homologuée, sur requête du procureur général, par la Cour provinciale ou la Cour supérieure du district judiciaire dans lequel la municipalité est située, selon leur compétence respective, et elle devient dès lors exécutoire comme tout jugement de la cour.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 66, ab.

28. L'article 66 de ladite loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 68,
mod.

29. L'article 68 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Gérant
d'une
municipi-
palité.

«Le gérant d'une municipalité n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 73.1, aj.

30. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 73, du suivant:

Entente
avec une
municipi-
palité.

«**73.1** Le procureur général peut conclure une entente avec une municipalité visée dans l'article 64 aux fins d'autoriser la Sûreté à fournir dans son territoire la totalité ou une partie des services de police.»

L.R.Q.,
c. P-13,
aa. 74-78,
remp.

31. Les articles 74 à 78 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

Entente.

«**74.** Une municipalité ne peut, autrement que suivant les articles 73 et 73.1, conclure une entente ayant pour objet de confier à un tiers l'organisation ou le maintien d'un corps de police.

Procureur
général
réputé
employeur.

«**75.** Lorsqu'un policier municipal agit en qualité d'agent de la paix dans un territoire qui n'est pas soumis à la juridiction du corps de police de la municipalité qui l'emploie, le procureur général est réputé être son employeur pour les fins de la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., c. A-3).

Décision
de la
Commis-
sion.

Toute difficulté résultant de l'application du premier alinéa est décidée exclusivement et en dernier ressort par la Commission, après enquête.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 79,
mod.

32. L'article 79 de ladite loi est modifié:

1° par le remplacement des troisième et quatrième alinéas par les suivants:

Signifi-
cation et
appel.

«Cette résolution doit être signifiée à la personne qui en fait l'objet de la même façon qu'une assignation en vertu du Code de procédure civile; cette personne peut toutefois interjeter appel de la décision à la Commission si:

a) la municipalité a agi en l'absence d'une recommandation de la Commission;

b) des faits nouveaux sont survenus depuis la recommandation de la Commission.

Procédure.

Malgré le troisième alinéa, si la résolution de la municipalité fait suite à une recommandation de la Commission, l'appel doit être porté suivant les règles de la section VIIA.

Délai
d'appel.

L'appel doit être formé dans les trente jours qui suivent le moment où la décision du conseil de la municipalité a été signifiée.»;

2° par le remplacement du sixième alinéa par le suivant:

Moment
de la
desti-
tution.

«La destitution ou la réduction de traitement prévue dans une résolution d'une municipalité a effet uniquement:

a) à compter du moment où la personne qui en fait l'objet y acquiesce;

b) à compter de l'expiration du délai d'appel si un appel n'a pas été interjeté; ou

c) à compter du moment où le jugement d'appel est rendu.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 81,
mod.

33. L'article 81 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: «Le conseil peut également, par un règlement annuel qui doit être approuvé par le procureur général et par le ministre des affaires municipales, autoriser le maire à nommer par écrit, pour une période n'excédant pas quatre mois, des personnes pour agir comme constables spéciaux.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 88,
remp.
Port
d'insigne.

34. L'article 88 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**88.** Tout constable spécial doit, chaque fois qu'il agit en cette qualité, porter un insigne conforme aux règlements de la Commission et garder sur lui un exemplaire de l'écrit portant sa nomination ou une autre pièce d'identité approuvée par règlement de la Commission et l'exhiber chaque fois qu'il en est requis à l'occasion d'un acte qu'il pose dans l'exercice de ses fonctions.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 92,
remp.

35. L'article 92 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Compo-
sition.

«**92.** L'Institut est dirigé par un conseil formé du procureur général ou de son représentant, qui le préside, et d'au plus six autres membres nommés par le gouvernement; celui-ci fixe, s'il y a lieu, le traitement, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun de ces autres membres.»

L.R.Q.,
c. P-13,
a. 94,
remp.

36. L'article 94 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Program-
mes de
formation.

«**94.** Les programmes de formation et de perfectionnement sont élaborés par l'Institut en collaboration avec le ministre de l'éducation et la Commission; ces programmes doivent être approuvés par le procureur général.»

L.R.Q.,
c. P-13,
aa. 98.1-
98.9, aj.

37. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 98, de ce qui suit:

« SECTION VIIA

« APPEL

Appel. « **98.1** Une personne faisant l'objet d'une résolution visée dans le quatrième alinéa de l'article 79 peut, par requête, interjeter appel de cette décision devant trois juges de la Cour provinciale.

Requête. « **98.2** La requête doit être produite au greffe de la Cour provinciale du district judiciaire où est domicilié le requérant dans les trente jours de la décision; elle est accompagnée d'un avis d'au moins dix jours de la date de sa présentation et est signifiée au procureur général.

Procédure. « **98.3** Les règles du Code de procédure civile relatives à l'administration de la preuve, à l'audition et au jugement s'appliquent, en faisant les adaptations nécessaires, à l'appel interjeté suivant la présente section.

Pouvoirs d'enquête. « **98.4** Les juges qui entendent et décident l'appel sont investis, aux fins de cet appel, des pouvoirs et immunités des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête.

Pouvoirs nécessaires. Les juges ont tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leur juridiction et ils peuvent rendre toute ordonnance qu'ils estiment propre à sauvegarder les droits des intéressés.

Décision. « **98.5** Les juges peuvent confirmer, infirmer ou modifier la décision qui leur est soumise; leur décision est sans appel.

« SECTION VIIB

« INFRACTIONS ET PEINES

Infraction et peine. « **98.6** Quiconque, directement ou indirectement, ordonne à un membre de la Sûreté, à un constable spécial, à un cadet ou à un policier municipal de se livrer à une activité partisane contrairement à l'article 6 ou incite un policier à le faire, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus trois mille dollars.

Infraction et peine. « **98.7** Quiconque laisse croire faussement qu'il est un membre de la Sûreté, un cadet ou un policier municipal ou un constable spécial, notamment au moyen du costume qu'il porte ou d'insignes qu'il arbore, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins cent et d'au plus trois mille dollars.

Infraction
et peine.

«**98.8** Quiconque contrevient aux articles 2.2, 2.3, 50 ou 88 ou à un règlement adopté en vertu des paragraphes *d* et *e* du premier alinéa de l'article 18 est passible d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus mille dollars.

Poursuite.

«**98.9** Une poursuite en vertu de la présente loi est intentées suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) par le procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.»

C.m.,
a. 144,
mod.

38. L'article 144 du Code municipal est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Toutefois, le rapport concernant le service de police ne peut contenir aucun renseignement qui, de l'avis du directeur de police, serait de nature à révéler le contenu d'un dossier concernant une enquête policière.»

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 113.1,
aj.

39. La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) est modifiée par l'insertion, après l'article 113, du suivant:

Dossiers
d'enquête
policière.

«**113.1** Malgré l'article 113, le gérant n'a pas accès à la correspondance, aux communications ni aux dossiers concernant une enquête policière.

Rensei-
gnement.

De même, le rapport concernant le service de police ne peut contenir aucun renseignement qui, de l'avis du directeur de police, serait de nature à révéler le contenu d'un dossier concernant une enquête policière.»

L.R.Q.,
c. A-34,
a. 17,
mod.

40. L'article 17 de la Loi sur les autoroutes (L.R.Q., c. A-34) est modifié par la suppression du paragraphe *g* du premier alinéa et du dernier alinéa.

L.R.Q.,
c. M-19,
a. 4, mod.

41. L'article 4 de la Loi sur le ministère de la justice (L.R.Q., c. M-19) est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par les suivants:

«*d*) est chargé de favoriser et de promouvoir la coordination des activités policières;

«*e*) est chargé d'élaborer des politiques et des programmes relatifs à la sécurité publique, à la prévention de la criminalité et à l'amélioration des méthodes de détection et de répression du crime et d'en promouvoir l'implantation;

«*f*) est chargé de maintenir un service de documentation et de statistiques permettant d'évaluer l'état de la criminalité et l'efficacité de l'action policière;

«*g*) remplit les autres fonctions qui lui sont assignées par le gouvernement.»

L.R.Q.,
c. R-14,
a. 14, mod.

42. L'article 14 de la Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec (L.R.Q., c. R-14) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Arbitrage. «Malgré le premier alinéa, lorsque la mésentente porte sur une question visée au paragraphe *d* de l'article 8, l'une ou l'autre des parties peut soumettre la question à l'arbitrage d'une personne choisie d'après la liste constituée conformément à l'article 78 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27).»

L.R.Q.,
c. R-14,
a. 15,
remp.

43. L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Litige soumis à un juge.

«**15.** Si aucun juge désigné n'accepte d'agir, la question en litige est soumise à un juge de la Cour provinciale choisi par le juge en chef de cette Cour à moins qu'il s'agisse d'une question qui peut faire l'objet d'un arbitrage suivant le troisième alinéa de l'article 14 auquel cas, les parties doivent y recourir.»

Agents de l'Office des autoroutes.

44. Les agents qui ont été nommés en vertu du paragraphe *g* de l'article 17 de la Loi sur les autoroutes (L.R.Q., c. A-34) et qui sont en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi sont, s'ils possèdent les qualités requises, admissibles à devenir membres de la Sûreté du Québec de préférence à toute autre personne. À cette fin, le gouvernement peut, par règlement, après consultation des parties intéressées, autoriser certaines dérogations aux règlements d'admissibilité existants ou exempter ces agents de certaines des conditions prescrites.

Régime de retraite.

Le gouvernement fixe, par règlement, après consultation du comité paritaire institué par l'article 7 de la Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec (L.R.Q., c. R-14), les règles auxquelles devront satisfaire les personnes visées au premier alinéa pour être admises ou participer au régime de retraite adopté conformément à cette loi; il fixe également, le cas échéant, les conditions de transfert ou de paiement de leurs contributions déjà versées en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12) ou en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement ou des organismes publics (L.R.Q., c. R-10).

Rente.

45. Malgré le remplacement des articles 76 à 78 de la Loi de police, le montant d'une rente prévue par ces articles continue à être ajusté annuellement, de la manière et à l'époque prescrites conformément à l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) pour l'ajustement des prestations payables en vertu de cette loi.

Règlements en vigueur.

46. Les règlements adoptés en vertu de la Loi de police par la Commission de police, par le gouvernement ou par une corpo-

ration municipale continuent d'être en vigueur dans la mesure où ils sont conformes et compatibles avec les dispositions de la présente loi jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou remplacés.

Directeur. **47.** Dans la Loi de police, et notamment au paragraphe *h* de l'article 1, aux paragraphes *a* et *i* du premier alinéa de l'article 18 de même qu'aux articles 68, 69, 79, 86 et 96, l'expression «directeur ou chef» est remplacée par le mot «directeur».

Établissement d'un corps de police. **48.** Une municipalité régie par le Code municipal qui compte cinq mille habitants ou plus doit établir un corps de police conformément à l'article 64 de la Loi de police dans les deux ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, à moins qu'elle n'en soit dispensée conformément à cet article. Pour l'application du présent article, le dénombrement de la population d'une municipalité est établi conformément à l'article 16*a* dudit Code.

Corps de police maintenu. **49.** Une municipalité de cité ou de ville qui le 21 juin 1979 maintient un corps de police doit continuer à maintenir son corps de police jusqu'à ce qu'elle en soit dispensée suivant l'article 64 de la Loi de police ou, après la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, suivant les articles 64 et 64.1 de la Loi de police, tel qu'édictees par l'article 27.

Effet. L'article 64.3 de la Loi de police, édicté par l'article 27, a effet depuis le 21 juin 1979 à l'égard de cette municipalité.

Sommes requises. **50.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises, pour l'exercice financier 1979-1980, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les années subséquentes, à même les sommes accordées annuellement à cette fin par la Législature.

Entrée en vigueur. **51.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.